

Pourquoi nous ne pouvons pas approuver le rapport d'activité départemental

Le courant de pensée « **Unité & Action** » vous appelle à voter contre le rapport d'activité départemental :

- d'une part, à cause du fonctionnement interne de la section départementale de la FSU ;
- d'autre part, du fait d'un certain nombre de dysfonctionnements, en particulier dans la gestion des actions qui ont été menées ces trois dernières années.

Sur le fonctionnement de la section départementale

Lors du dernier renouvellement de la direction fédérale départementale (CDFD), sur la base des résultats du vote d'orientation, « **Unité & Action** » avait obtenu 49,4% « *Alternative Fédérale* » 50,6%. Pour mettre fin à une ambiance conflictuelle permanente entre les deux courants de pensée, « **U&A** » avait proposé trois camarades pour participer au secrétariat départemental : Michel ZERWETZ, comme secrétaire départemental adjoint, Rahiba DUBOIS et Claude LEBON, comme secrétaires. Il s'est très rapidement avéré que cette participation était purement formelle puisqu'ils n'ont jamais été convoqués à aucune réunion de secrétariat !

Par ailleurs, alors qu'une demi-décharge (50% d'ETP) revenait à Christian PICARD, secrétaire départemental, et 50% à Marie-Hélène DOR, secrétaire départementale adjointe, tous deux membres du courant « *Alternative fédérale* », le secrétaire-adjoint « **U&A** », Michel ZERWETZ, ne bénéficiait que de 10% de décharge. Cette répartition – 91 % pour « *Alternative Fédérale* » et 9 % pour « **U&A** » – est contraire à la pratique des autres sections départementales, la répartition s'y faisant de manière équilibrée conformément aux voix obtenues par chaque courant de pensée. À noter d'ailleurs que, dès l'année suivante, on nous a proposé de passer de 10% à 3,4% !

Dans ces conditions, nos trois camarades ont dû, à leur grand regret, tirer le bilan de cette mascarade et démissionner de leur mandat.

Sur le fonctionnement des instances fédérales

« **Unité & Action** » déplore également les conditions de fonctionnement des instances fédérales, en particulier de la seule instance décisionnaire, le CDFD qui n'a jamais eu le quorum nécessaire à l'adoption de décisions et n'a donc jamais été en mesure de se donner des mandats ou de décider d'actions dans les conditions prévues par nos statuts. Résultat : aucune décision n'a pu, de fait, être démocratiquement décidée. Quant au Bureau fédéral, outre la faible fréquence des réunions et leurs conditions de convocation, ils ne font souvent l'objet d'aucun procès-verbal, ni quant aux participants ni quant aux décisions prises.

Cette absence de respect des règles démocratiques est, pour une grande part, à l'origine des dysfonctionnements de notre section départementale observés durant ces trois dernières années.

Les relations entre les syndicats de la FSU et la section départementale n'ont pas toujours été ce qu'il est permis d'en attendre. Notre courant de pensée est en effet très attaché à ce que notre fédération situe bien son fonctionnement, en toutes circonstances, dans une logique de « fédération de syndicats » et non un "super syndicat" qui dicterait, comme au temps de la F.e.n. leur conduite aux syndicats qui la composent, pour mieux

revendiquer ensuite le bénéfice de leurs actions, ce que fait le rapport d'activité.

Ce mode de fonctionnement statutaire n'a pas toujours été respecté localement, en particulier en ce qui concerne les décisions d'action. À plusieurs reprises, les syndicats de la FSU ont dû, tant en matière de calendrier que de plate-forme d'action, gérer des décisions contradictoires : d'un côté celles (nationales ou académiques) pour lesquelles ils étaient dûment mandatés et, de l'autre, celles prises par des intersyndicales et relayées par la direction départementale sans que ses syndicats n'aient été consultés. De plus, nos syndicats ont souvent été dans l'incapacité de gérer des appels à l'action pour lesquels les modalités n'étaient pas claires comme les innombrables dépôts de préavis de grève sans appel à la grève ! Les nombreuses réactions des syndiqués face à ces situations « pagailleuses » montrent à l'évidence qu'il faut mettre fin à ce genre de pratiques.

Nous demandons donc que la direction fédérale revienne aux règles de fonctionnement qui ont fondé notre fédération et qui sont la condition même de son unité et de son efficacité.

Renforcement des effectifs ?

Qu'il nous soit aussi permis d'observer que si la FSU Réunion s'est « renforcée », comme le dit le rapport d'activité – la perte de 79 adhérents entre 2007 et 2009 peut-elle être considérée comme un signe de renforcement ?.. – c'est surtout grâce aux effectifs de nouveaux syndicats et à ceux dont les directions syndicales se réclament d'« **Unité & Action** » (SNES et SNUIPP) alors que les effectifs de ceux dont les directions syndicales se réclament d'« *Alternative Fédérale* » (à l'exception notable du SNASUB) subissent une sensible érosion entre 2007 et 2009 (le SNUEP perd 73 adhérents, le SNEP 87 adhérents et l'UNATOS 93 de ses 133 adhérents de 2007).

Le courant de pensée « Unité & Action » vous appelle donc :

Pour le **VOTE N°1** (orientation fédérale nationale), à voter **pour la liste UNITÉ & ACTION ET SANS TENDANCE**.

Pour les **VOTES N°2**, à voter **POUR le rapport d'activité présenté par la direction nationale**, beaucoup plus respectueuse des règles de fonctionnement qui ont présidé à la naissance de la FSU. Quant aux **fenêtres** :

- « **Éducation** » (page 8), qui concerne les conditions de l'action, notre expérience locale montre assez qu'en matière d'action on ne peut raisonner en termes de « yaka... fokon », les actions et l'unité d'action ne se décrètent pas, nous appelons donc à **choisir la fenêtre B** ;
- « **Formation et recrutement des maîtres** » (page 9) nous appelons à **choisir la fenêtre A**, la seule qui permette la mise en œuvre des mandats syndicaux en matière d'élévation des qualifications et de revalorisation de nos métiers ;
- « **Vie fédérale** » (page 11) nous appelons à **choisir la fenêtre A**, qui confirme la place des syndicats dans la fédération, ce qui nous semble très important compte tenu des problèmes évoqués ci-dessus.

Pour le **VOTE N°3**, à voter **CONTRE le rapport d'activité présenté par la direction fédérale départementale**, pour toutes les raisons évoquées précédemment.

Pour le **VOTE N°4**, à voter **POUR le rapport financier départemental** car, contrairement à ce qui nous a été donné de voir par le passé, nous ne mettons nullement en cause l'intégrité des trésoriers mais la politique qui est menée...



UNITÉ & ACTION